



De l'



# Assistance à la solidarité... avec les personnes en situation de pauvreté

LOIN LES DAMES CHARITABLES DE NOTRE ENFANCE, QUI VOLAIENT AU SECOURS DES NÉCESSITEUX ? SANS DOUTE REPOSENT-ELLES À L'ABRI DANS NOTRE INCONSCIENT COLLECTIF CAR, AUJOURD'HUI ENCORE, IL DEMEURE PLUS FACILE DE « DONNER DU POISSON QUE DE MONTRER À PÊCHER ».

Marie-Hélène Deshaies,  
contractuelle en formation et en recherche

Je tiens à remercier Lorraine Gaudreau,  
Lyse Nadeau et Rachel Pointel pour  
leurs commentaires.

Au cours des dernières années, j'ai eu le privilège d'animer la session de formation Pauvreté, culture et intervention<sup>1</sup> auprès de centaines de personnes<sup>2</sup> venant des milieux populaires, communautaires et publics, qu'il s'agisse de groupes de défense des droits, de centres de femmes, de groupes d'alphabétisation populaire, de centres d'action bénévole, de CLSC, de centres de loisirs ou de centres locaux d'emploi. J'y ai rencontré des intervenants et des intervenantes<sup>3</sup> tout juste sortis de l'université, mais aussi des gens engagés depuis plus de 20 ans auprès de personnes en situation de pauvreté économique. J'ai eu également l'occasion d'y côtoyer des gens de grandes villes, de plus petites municipalités et de milieux ruraux. Un même désir les animait tous et toutes: mieux comprendre les personnes en situation de pauvreté, confronter leurs malaises et préjugés afin d'améliorer leurs pratiques.

La formation Pauvreté, culture et intervention n'a pas la prétention d'indiquer quelles sont les « meilleures » façons d'intervenir avec les personnes en situation de pauvreté. Elle propose plutôt un temps d'arrêt, de réflexion où chacun, chacune est invité à partager sa vision des conséquences de

1 Cette formation a une histoire relativement longue. Elle a d'abord été mise sur pied en 1985 par une militante de Montréal, Gisèle Ampleman, à l'intention d'un groupe d'infirmières en périnatalité du réseau de la santé et des services sociaux. En 1991, la session est adaptée par Lorraine Gaudreau, de la coopérative de travail *Anim'Action* à Québec, avec la collaboration de Michel Bédard, alors organisateur communautaire au CLSC Limoilou, pour le personnel d'un CLSC de la région. De 1991 à 2003, cette session-phare d'*Anim'Action* est donnée à de multiples reprises, tant dans les établissements publics qu'au sein du milieu populaire et communautaire.

2 J'ai animé cette session de 2001 à 2003 à titre de membre de la coopérative *Anim'Action* et, depuis, en tant que travailleuse autonome.

3 Le terme « intervenant » est utilisé dans ce texte pour désigner les gens qui travaillent directement avec les personnes en situation de pauvreté, tant dans le milieu communautaire que dans le milieu institutionnel.

la pauvreté sur les personnes qui la vivent. Elle permet également d'établir des liens entre, d'une part, une analyse des causes et des conséquences de la pauvreté et, d'autre part, l'intervention au quotidien. En ce sens, chaque rencontre est un laboratoire où l'expérience des uns et les découvertes des autres sont mises en circulation lors des sessions suivantes. J'ai beaucoup appris de ces rencontres, et cela a suscité plusieurs questionnements qui m'interpellent à tout moment.

### Un choc culturel

On participe à la session de formation Pauvreté, culture et intervention pour réfléchir à la réalité des personnes en situation de pauvreté et aux actions à mener auprès d'elles. Mais aller à la rencontre de l'Autre, dans son univers social, c'est aussi faire un détour du côté de son propre univers. Un des défis posés par la formation est d'ailleurs de prendre conscience de son appartenance à un groupe social porteur de valeurs, croyances et attitudes particulières. Nous oublions parfois que notre façon de concevoir le travail, la famille, l'éducation et nos relations avec les institutions et les professionnels (l'école de nos enfants, le CLSC, le médecin, etc.) est déterminée – du moins en partie – par notre appartenance à un groupe social généralement éduqué, salarié et « socialement intégré ». Notre identité s'est construite autour de normes valorisant le travail salarié, l'autonomie personnelle, la performance, la surconsommation et la compétitivité. Cette façon d'appréhender le monde nous semble « naturelle » parce qu'elle demeure conforme aux valeurs dominantes de notre société. En

**Notre identité s'est construite autour de normes valorisant le travail salarié, l'autonomie personnelle, la performance, la surconsommation et la compétitivité.**

général, nous remettons peu en question ces valeurs, car elles sont socialement légitimes.

Profondément marquées par de mauvaises conditions de vie, par l'insécurité, la privation, le stress et les préjugés, les personnes en situation de pauvreté établissent des façons différentes de vivre et de percevoir le monde. Devant le même discours qui survalorise la réussite professionnelle, la performance et la surconsommation, elles ont élaboré des mécanismes d'adaptation et de résistance pour faire face, du mieux qu'elles peuvent, à une situation de pauvreté et d'exclusion. Leur quotidien reste sous le signe de la survie et du court terme, et elles mènent une lutte constante pour préserver une certaine dignité vis-à-vis des nombreux jugements portés sur elles. Leurs attitudes témoignent tantôt de leurs efforts pour lutter contre la marginalisation, par exemple en se privant elles-mêmes afin d'acheter de beaux vêtements aux enfants, tantôt de leur méfiance par rapport aux institutions ou aux intervenants et intervenantes, par exemple en se tenant loin de l'école des enfants.

Tout est alors en place pour un véritable *choc culturel* entre les personnes en situation de pauvreté et celles intervenant auprès d'elles. Des

rencontres qui provoquent beaucoup d'émotions de part et d'autre et qui engendrent incompréhension, frustration ou découragement chez plusieurs intervenants et intervenantes. Ces derniers comprennent mal, notamment, pourquoi les personnes en situation de pauvreté manifestent tant de méfiance ou, au contraire, si peu d'esprit critique à leur endroit. Ils se désolent de leur choix en matière de consommation. Ils s'impatientent devant leurs hésitations et leurs « reculs ». Ils aimeraient que les personnes en situation de pauvreté fassent preuve de comportements « irréprochables ». Ils ont l'impression qu'elles « ne s'aident pas toujours », qu'elles « font de mauvais choix » et qu'elles « ne suivent pas leurs recommandations ». Malgré toutes leurs bonnes intentions, les intervenants et les intervenantes se sentent parfois dépassés par la situation, et la tentation est grande « d'abandonner » ou encore de « serrer la vis » en exerçant un certain contrôle sur les personnes.

**Profondément marquées par de mauvaises conditions de vie, par l'insécurité, la privation, le stress et les préjugés, les personnes en situation de pauvreté établissent des façons différentes de vivre et de percevoir le monde.**

En outre, la distance culturelle entre intervenants, intervenantes et personnes en situation de pauvreté se vit différemment selon le milieu dans lequel elle prend place. En milieu urbain, l'anonymat est plus grand et, généralement, les personnes en situation de pauvreté et celles intervenant auprès d'elles n'évoluent pas dans le même milieu. On vit souvent dans des quartiers différents, on se croise peu et chacun, chacune préserve son territoire. En milieu semi-urbain et rural, tout le monde se connaît. On se rencontre à l'épicerie, à la caisse populaire, au centre de loisirs. On connaît les enfants des personnes auprès desquelles on intervient et on en sait plus sur leur vie. Dans ce contexte, les jugements de valeur portent à conséquence. Cependant, on y est aussi plus conscient des liens qui unissent les gens, car on sait que la fermeture d'une seule entreprise peut parfois bouleverser la vie de toute la communauté.

C'est un grand défi que d'en arriver à l'établissement d'un véritable dialogue et d'un climat de confiance lorsque les uns et les autres ne partagent pas le même univers culturel. Une des clés est probablement de reconnaître les différences et de faire preuve d'humilité. Sommes-nous toujours conscients, conscientes des effets de la pauvreté sur les personnes et des stratégies qu'elles adoptent pour maintenir la tête hors de l'eau? Sommes-nous suffisamment critiques face à nos propres valeurs? Est-ce que nous

sommes prêts, prêtes à abandonner notre rôle de «sauveur» ou «d'expert»? Pouvons-nous mettre de côté nos programmes, nos objectifs et nos modes d'intervention pour simplement entrer en relation avec l'Autre lorsque le besoin s'en fait sentir?

#### Au-delà des facteurs individuels

Lorsqu'on intervient directement auprès des personnes en situation de pauvreté, que les ressources se font rares et les demandes d'aide, nombreuses, on a parfois tendance à consacrer toute l'énergie aux facteurs individuels – la maladie, la monoparentalité, les séparations, le manque de scolarité, la solitude, l'immigration, le manque d'emploi, etc. – qui rendent certaines catégories de personnes plus vulnérables à la pauvreté que d'autres. Mais lorsqu'on procède à une analyse du problème, on constate qu'au fur et à mesure que des personnes «sortent» d'une situation de pauvreté, d'autres s'y enfoncent<sup>4</sup>.

Nous oublions qu'au-delà des facteurs individuels, il existe des causes structurelles à la pauvreté et que nous n'avons pas fait le choix – comme société – d'assurer un revenu décent à tous et à toutes, peu importe leur situation. La pauvreté est d'abord la conséquence de décisions politiques et économiques, et notre capacité à la combattre découle de notre volonté collective à le faire. Ainsi, malgré un nombre comparable de familles monoparentales, le taux de pauvreté infantile fluctue considérablement d'un

pays industrialisé à l'autre: il se situe bien en dessous de la barre du 5% dans les pays nordiques (2,6% en Suède en 1995) et dépasse les 20% aux États-Unis (15,7% au Canada en 1997)<sup>5</sup>. C'est, entre autres, grâce au maintien de politiques sociales universelles, à une intervention importante de l'État et à une participation essentielle des organisations populaires et syndicales que les pays nordiques comme la Suède ont pu atteindre de tels résultats<sup>6</sup>.

**Au-delà des facteurs individuels,  
il existe des causes structurelles  
à la pauvreté.**

L'accompagnement individuel des personnes en situation de pauvreté revêt souvent une grande importance. S'il doit se faire dans le respect des valeurs, besoins et préoccupations de ces personnes, et tenir compte de leurs forces, de leur potentiel et de leurs habiletés, il doit aussi s'appuyer sur une analyse globale des causes de la pauvreté et favoriser le développement d'actions collectives qui permettent de recréer des rapports entre les gens, de rebâtir les communautés et de faire le lien avec les revendications politiques portées par les regroupements et organismes nationaux<sup>7</sup>. Ce sont les conditions nécessaires pour passer d'une relation basée sur l'assistance et la charité à une action fondée sur la solidarité.

4 Rappelons-nous, en décembre 2004, la fermeture de 6 usines à Huntingdon en raison de la levée des quotas d'importation dans le domaine du textile et causant 800 pertes d'emploi.

5 CAMPAGNE 2000. *Les voies du progrès: solutions structurelles pour s'attaquer à la pauvreté infantile*, mai 2004.

6 Marie-France RAYNAULT. *Les expériences nationales de lutte contre la pauvreté: l'exemple de la Suède*. Observatoire montréalais des inégalités sociales et de la santé, février 2002.

7 Ces revendications concernent, entre autres, la construction de logements sociaux, l'adoption d'un barème plancher à l'aide sociale, une révision en profondeur de la fiscalité, une augmentation significative du salaire minimum, etc.

### Étendre la solidarité au quotidien

S'engager dans une action de solidarité avec les personnes en situation de pauvreté dépasse le cadre du travail. Viser une plus grande équité sociale et une plus grande justice remet en cause nos propres choix: notre façon de consommer, notre recours ou non au privé en matière d'éducation et de soins de santé, nos choix en matière de placements, notre discours relativement aux baisses d'impôt. Les gestes posés au quotidien, les positions défendues dans nos milieux peuvent contribuer à accroître ou à diminuer les inégalités sociales et économiques. «Une illustration de l'effritement des liens ou de l'inconscience des conséquences: je ne sais pas qui fabrique mes vêtements et qui cultive les légumes que je mange; je me réjouis que le rendement de mes actions se soit accru de 2% sans savoir que cette hausse a peut-être été rendue possible par la mise à pied de travailleurs de l'entreprise d'à côté ; je refuse que des personnes à faible revenu ou des personnes âgées s'installent dans mon quartier<sup>8</sup>.»

Pour que la solidarité s'incarne dans notre quotidien, plusieurs possibilités s'offrent à nous : privilégier les produits locaux et équitables, nous joindre à un groupe d'agriculture soutenue par la communauté, nous engager dans des projets de quartier qui permettent de créer un milieu de vie, soutenir l'école publique du quartier et favoriser son ouverture aux diverses réalités du milieu, choisir des placements éthiques, prendre position autour de nous en faveur des programmes sociaux et contre les baisses d'impôt, etc.

### Les défis sont nombreux

L'expérience vécue en tant que formatrice de la session Pauvreté, culture et intervention m'a convaincue de l'importance d'avoir plusieurs lieux de réflexion et de formation sur la pauvreté. Il faut discuter, débattre et se former « cent fois » sur cette question – notre vision des personnes qui vivent la pauvreté, nos façons d'intervenir, les causes structurelles de la pauvreté, les discours dominants sur ce thème, les solutions mises de l'avant par d'autres pays, etc. –, car elle est complexe, et le discours néolibéral influence tous les secteurs de la société dont le milieu communautaire. Le discours dominant nous amène, bien souvent, à adopter nous-mêmes un discours fataliste vis-à-vis des inégalités sociales et à faire porter – sans le vouloir – aux personnes en situation de pauvreté la responsabilité de ce qu'elles vivent. En ce sens, la formation Pauvreté, culture et intervention constitue un autre espace de débats et de discussions.

La portée d'une formation de deux jours demeure limitée, et bien qu'elle permette de nombreuses prises de conscience, les intervenants et les intervenantes se sentent souvent peu outillés pour appliquer les apprentissages réalisés. Un accompagnement à plus long terme serait nécessaire pour provoquer une transformation profonde et durable des pratiques. Il faut également chercher à intéresser les membres des conseils d'administration et les bénévoles à cette réflexion, parce qu'ils déterminent en bonne partie les façons de faire dans les organismes.

Plusieurs actions basées sur la reconnaissance des besoins et des

préoccupations des personnes en situation de pauvreté, et leur capacité d'agir sur leur milieu, ont été réalisées. À titre d'exemples, mentionnons la tenue de forums populaires sur la justice sociale en éducation organisés par et pour des parents à faible revenu, la mise en place d'un système d'échange de services dans un groupe d'alphabétisation, la création d'OSBL (organismes sans but lucratif) en habitation par et pour des jeunes mères, la mise sur pied d'entreprises d'économie sociale s'appuyant sur des

**Les gestes posés au quotidien, les positions défendues dans nos milieux peuvent contribuer à accroître ou à diminuer les inégalités sociales et économiques.**

compétences acquises à l'extérieur du système scolaire ou la création d'espaces d'accueil et de rencontres pour des parents, sans programmation préétablie. Il est possible (mais non pas facile) de concilier accompagnement des personnes et actions collectives sur les causes. Ces expériences demeurent souvent méconnues, et ce, même à l'intérieur du milieu communautaire. Pourtant, elles pourraient constituer des sources d'inspiration pour beaucoup d'organismes et pour plusieurs intervenants et intervenantes.

8 COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE CENTRAIDE QUÉBEC. *On n'est pas seuls au monde*, propos sur la responsabilité sociale et la pauvreté, octobre 2003.